

# CONTRE LE PASSAGE IMPOSÉ À LA MGEN!

Déclaration de la CGT Educ'action 95 -5 décembre 2025

*Le gouvernement impose aux travailleurs de l'Éducation nationale un changement majeur : l'adhésion obligatoire à la MGEN dans le cadre de la réforme de la protection sociale complémentaire. Présentée comme un progrès, cette mesure masque en réalité une détérioration nette de nos droits sociaux. Elle instaure une mutuelle unique, choisie sans concertation réelle, et impose à plus d'un million d'agents un système où ils cotiseront autant, mais seront moins bien remboursés que d'autres fonctionnaires bénéficiant pourtant de dispositifs similaires.*

Le premier problème est simple : les travailleurs de l'Éducation nationale seront les moins bien remboursés pour les mêmes cotisations. Là où d'autres ministères ont obtenu des niveaux de garanties supérieurs — notamment pour les soins courants, le dentaire et l'optique — nous héritons d'une couverture plus faible, alors même que la cotisation restera indexée sur le salaire et donc potentiellement lourde pour les bas revenus. L'argument d'une prétendue « solidarité » se transforme ici en injustice : deux agents publics, gagnant la même chose et cotisant autant, n'auront pas les mêmes droits selon leur ministère.

À cela s'ajoute un problème bien connu : la MGEN "de base" rembourse déjà assez mal. Beaucoup d'agents ont dû, pendant des années, souscrire des surcomplémentaires pour atteindre un niveau de prise en charge correct. Ce passage obligatoire risque donc de devenir une triple peine : obligation d'adhésion, prestations insuffisantes et hausse probable du coût des options complémentaires. Ce n'est pas une amélioration : c'est une régression déguisée en standardisation.

Surtout si l'on prend en compte, l'augmentation des pathologies liées au travail, les jours de carences, le passage à 90% des jours d'arrêts... Il faut rappeler que souvent les mutuelles des entreprises privés prennent en charge ces éléments.

*Mais au-delà du choix discutable d'une mutuelle imposée, le véritable problème est plus profond.*

## Le cœur de la question, c'est la sécurité sociale.

Depuis sa création la Sécurité sociale a été pensée pour couvrir tous les soins, sans laisser chacun dépendre d'assurances privées et donc des inégalités de revenus. Or, depuis des décennies, les gouvernements successifs — sous la pression du patronat et du saint profit — s'emploient à réduire son champ d'action. Baisse des remboursements, externalisation au secteur privé, multiplication des franchises médicales, diminution du financement par l'État : tout concourt à affaiblir un système pourtant reconnu comme l'un des plus performants au monde. Leur logique est de faire des économies sur le

budget de l'Etat, tout en offrant une manne financière au privé s'assurant des profits gigantesques. Leur modèle : celui des Etats-Unis qui est un désastre pour l'ensemble des travailleurs.

Les dernières mesures illustrent parfaitement cette stratégie :

- hausse des franchises médicales sur les médicaments et les consultations,
- réduction progressive des dépenses de santé prises en charge par la Sécurité sociale,
- encouragement systématique aux complémentaires santé privées pour compenser les remboursements,
- et maintenant, mutualisation obligatoire pour les agents publics, qui transfère de fait une partie du financement sur les travailleurs eux-mêmes.

Dans ce contexte, le passage forcé à la MGEN n'est pas une amélioration : c'est un symptôme d'un objectif de la bourgeoisie. Celui d'un système qui renonce progressivement au modèle solidaire où chacun participe selon ses moyens et reçoit selon ses besoins. Au lieu de renforcer la Sécurité sociale pour qu'elle rembourse réellement tous les soins — ce qui devrait être la priorité — on multiplie les mutuelles et les contrats complémentaires dont les règles, la qualité et les coûts varient selon les institutions et les situations.

Les personnels de l'Éducation nationale sont en droit d'attendre mieux. Ils méritent une protection sociale réellement universelle, équitable et efficace. Ils méritent un système qui ne crée pas de fonctionnaires de première et de deuxième catégorie selon le ministère auquel ils appartiennent. Ils méritent surtout qu'on cesse d'affaiblir la Sécurité sociale au profit d'assurances privées ou de dispositifs obligatoires mal conçus.

**S'opposer à l'adhésion à la MGEN n'est donc pas un caprice corporatiste : c'est une défense du principe fondamental d'égalité d'accès aux soins, mais aussi un refus de laisser l'État continuer de se désengager au détriment des travailleurs.**

**Plutôt que d'obliger les personnels à financer une mutuelle qui les remboursera moins que leurs collègues, il serait temps de refinancer la Sécurité sociale, pour qu'elle joue pleinement son rôle, celui pour lequel elle a été créée.**

**Pour cela, il suffirait d'augmenter les salaires, prendre l'argent là où il est dans les exonérations fiscales du patronat et dans leurs poches qui se remplissent de plus en plus chaque année.**